

<https://cdurable.info/Remaniement-Gouvernement-Nathalie-Kosciusko-Morizet-remplace-Jean-Louis-Borloo-Ministre-Ecologie-Developpement-Durable,3016.html>

Les réactions de l'ensemble des ONG écologistes

Remaniement : Nathalie Kosciusko-Morizet ministre de l'Ecologie ou le démantèlement du grand ministère de Jean-Louis Borloo



Date de mise en ligne : lundi 15 novembre 2010

- Humain - Contribution Sociale -

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

Nathalie Kosciusko-Morizet a été nommée Ministre de l'Ecologie, du Développement durable, du Transport et du Logement à la place de Jean-Louis Borloo qui quitte le gouvernement. Dimanche, en fin d'après midi, Jean-Louis Borloo avait fait savoir par une déclaration à l'AFP qu'il avait choisi de ne pas faire partie du nouveau gouvernement. "Je préfère, en effet, retrouver ma liberté de proposition et de parole au service de mes valeurs, qui ne sont pas de circonstances, au premier rang desquelles je place la cohésion sociale" a expliqué l'ancien ministre de l'Écologie, qui aspirait au poste de premier ministre. Chantal Jouanno, l'ancienne secrétaire d'État chargée de l'Écologie, championne de karaté, récupère le ministère des sports. A ce titre, elle remplace à la fois Roselyne Bachelot, ex-ministre de la Santé et des sports, et Rama Yade, ex-secrétaire d'Etat chargée des sports.

Polytechnicienne et ingénieur du Génie rural et des Eaux et forêts, née en 1973, Nathalie Kosciusko-Morizet est, selon ses propres mots, *"entrée en politique par la petite porte, en me consacrant à l'écologie qui suscitait alors peu d'intérêt. Pendant 10 ans, je me suis battue pour en faire une question publique de premier plan, comme présidente du groupe d'études parlementaires santé et environnement, comme rapporteur de la Charte constitutionnelle de l'environnement, puis comme Secrétaire d'Etat à l'Ecologie. C'est un engagement auquel je reste fidèle aujourd'hui. L'écologie est désormais un sujet populaire, l'enjeu est de dépasser le phénomène de mode pour l'inscrire dans la durée. La route est encore longue"*.

La route semble effectivement encore longue. Nathalie Kosciusko-Morizet, dont les compétences et le courage politique avaient été remarqués notamment lors du débat parlementaire sur les OGM [1], semble hériter d'un ministère réduit. Le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer change une nouvelle fois de nom pour devenir le **ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement**. Si **les Amis de la Terre** se félicitent du maintien des transports et du logement confirmé par la nomination de deux secrétaires d'état [2], ils **s'inquiètent de voir l'énergie passer à Bercy, dans le giron d'Eric Besson, chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique**. [Eric Besson, à peine promu ministre de l'industrie, s'est déclaré "défenseur intransigeant du nucléaire civil" et "de ceux qui pensent que le secteur du nucléaire civil est une chance pour notre pays"](#).

"Dissocier la politique énergétique des politiques environnementales est un véritable retour en arrière, un anachronisme face aux réalités d'aujourd'hui", estiment de leur côté le **Réseau Action Climat** et le **Comité de Liaison Énergies Renouvelables**. *"Faut-il rappeler que pour faire face à l'urgence climatique, les chefs d'État et de gouvernements de l'UE ont adopté en décembre 2008 un paquet " Énergie-climat", aussitôt décliné dans la loi Grenelle 1 ?"* Pour le Réseau Action Climat, *"Cette coupe sombre dans les compétences du Ministère de l'écologie est loin d'être anodine et témoigne d'un retour des questions énergétiques sous la tutelle des grands monopoles d'État, ce qui laisse augurer de beaux jours pour les énergies centralisées (nucléaire et énergies fossiles). La politique énergétique française sous la coupe de Bercy laisse présager d'une gestion par un strict plan d'équilibre budgétaire au moment où les filières renouvelables ont besoin de soutiens, entre autres financiers, pour répondre aux objectifs de 20% d'efficacité énergétique et de 23 % d'ENR d'ici 2020. C'est également oublier les questions de territorialisation de l'énergie, essentielles pour le déploiement de la maîtrise de l'énergie, des énergies renouvelables et la création d'emplois locaux. Et c'est aussi renier plusieurs résultats du Grenelle de l'environnement et d'une certaine transversalité chèrement acquise avec par exemple l'élaboration des Plans Climat-Energie Territoriaux et des Schémas Régionaux Climat Air Énergie ou encore la lutte contre l'étalement urbain"*.

Dans ce remaniement, le Président de la Fondation Nicolas Hulot y voit *"une victoire de certains lobbies industriels et énergétiques"* et *"doute ainsi que l'on remette à l'ouvrage le projet de taxe carbone et que l'on s'oriente vers une*

fiscalité plus écologique."

La protection de la mer et du littoral pourrait, d'après le nouveau nom du ministère de l'écologie, avoir également été amputée de ses compétences. Si ceci était confirmé, ce serait un très mauvais signe alors que les quotas de pêche restent un sujet de tension avec le ministère de l'agriculture. Il pourrait s'agir d'une confirmation de ce qu'avait annoncé Nicolas Sarkozy lors du salon de l'agriculture : *"L'environnement, ça commence à bien faire !"* Pour Anne Bringault, directrice des Amis de la Terre : *"Les tensions entre le ministère de l'écologie et celui de l'agriculture ont toujours été fortes, que ce soit au sujet des OGM, de la pêche ou de l'avenir de la PAC. Si la disparition probable de la mer des compétences du ministère de l'écologie était la marque d'une volonté affirmée de donner dorénavant la priorité au ministère de l'agriculture dans les arbitrages concernant les questions agricoles et marines, ce serait la victoire des lobbies contre la préservation de la biodiversité et la lutte contre les pollutions."*

Enfin l'**Alliance pour la Planète** note que *"l'esprit de cohérence n'a pas suffi à réintroduire dans son champ d'autorité l'aménagement du territoire dont Bruno Lemaire, Ministre de l'Agriculture, aura la charge. Nous exprimons là encore nos craintes. Et s'interroge, Quel avenir pour la Trame verte et bleue lorsqu'on sait l'influence du lobby de la FNSEA et des pesticides sur l'action de ce Ministère ?"*

Les associations de l'Alliance pour la Planète craignaient le démantèlement de ce super ministère de l'écologie. Elles demandaient samedi encore au Président de la République que le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer garde son périmètre transversal (écologie, énergie, transport, logement et mer), auquel aurait du s'ajouter, par souci de cohérence, l'aménagement du territoire. Elles souhaitent aussi que le ministère reste au deuxième rang dans la hiérarchie des ministères et soit confié à un ministre d'Etat ayant une connaissance des sujets environnementaux. Si Nathalie Kosciusko-Morizet connaît effectivement les problématiques environnementales, elle n'a pas été nommée ministre d'Etat et le ministère est relégué en quatrième position derrière le ministère de la Défense et des Anciens combattants (confié à Alain Juppé, nommé ministre d'Etat), le Ministère des Affaires étrangères et européennes (confié à Michèle Alliot-Marie qui succède à Bernard Kouchner) et le Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (toujours confié à Christine Lagarde). *"Pourtant, il s'agissait d'un engagement solennel pris par le chef de l'Etat au moment de sa signature du Pacte écologique, rappelle l'Alliance pour la Planète. Particulièrement compétente sur les questions écologiques, en quoi Nathalie Kosciusko-Morizet était-elle illégitime pour avoir rang de ministre d'Etat ? Cet arbitrage traduit le fait que l'environnement n'est plus un sujet prioritaire"*.

Il semble loin le grand discours prononcé par le Président de la République en clôture du Grenelle de l'Environnement, le 25 octobre 2007 : *"Je veux que le Grenelle soit l'acte fondateur d'une nouvelle politique, d'un New Deal écologique en France, en Europe, dans le monde. (...) Nous sommes la première génération dans l'histoire de l'humanité dont la mission soit de préserver la génération à venir. (...) Je ne crois pas à la responsabilité collective. La responsabilité est toujours individuelle. Je ne me défausserai pas. Je prendrai mes responsabilités"*.

A 18 mois des prochaines élections présidentielles, Nicolas Sarkozy a effectivement pris ses responsabilités, son gouvernement est désormais ancré à droite toute quitte à revenir encore sur ses promesses.

Quant à Nathalie Kosciusko-Morizet, devenue numéro quatre du gouvernement, à 37 ans, elle semble tenir sa revanche sur ceux qui l'avaient enterrée un peu vite. Pendant ces longs mois de spéculation sur le remaniement, elle n'a fait connaître aucune de ses ambitions, rendu publique aucune de ses demandes. À croire que la discrétion paye parfois. Maintenant sera-t-elle en mesure de faire vivre et pérenniser les engagements pris lors du Grenelle de l'Environnement ? Affaire à suivre dans les prochaines semaines. Bruno Genty, président de **France Nature Environnement** (FNE) l'espère encore : *"Je souhaite bonne chance à la nouvelle ministre, Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, dont les compétences environnementales sont certaines. Je lui souhaite aussi beaucoup de courage et d'énergie pour faire face à ses nouvelles responsabilités. L'énergie est un enjeu important du Grenelle de*

l'environnement. FNE attend de la ministre de l'écologie qu'elle veille à l'application de tous les engagements du Grenelle concernant cette thématique même si celle-ci ne fait plus partie de son ministère".

FNE, la LPO et la CFDT rencontreront dès que possible les nouveaux ministres de tutelle afin de leur faire part de leurs préoccupations : *"Le développement durable, ce n'est pas la cerise sur le gâteau, c'est le gâteau !"*

La réponse de Nicolas Sarkozy lors de son intervention télévisée du 16 novembre

A propos de l'écologie, Nicolas Sarkozy a indiqué que le ministère de l'écologie restait un *"ministère considérable"* et il a assuré que Nathalie Kosciusko-Morizet serait *"associée à toutes les décisions"* sur le dossier de l'énergie. La nouvelle ministre *"aura la fixation des prix de l'énergie pour toutes les énergies renouvelables et elle sera associée à toutes les décisions sur l'énergie"*. Nathalie Kosciusko-Morizet est *"une jeune ministre, qui a beaucoup de talent, c'est une femme, elle est tout en haut de la hiérarchie gouvernementale, elle est à la tête d'un ministère considérable"*. *"Certes, elle n'est pas ministre d'Etat, mais vous conviendrez avec moi que ce n'est quand même pas le plus important"*. *"Sa compétence en matière environnementale est totale et a été saluée comme telle"*.

[1] Alors qu'elle était secrétaire d'Etat à l'Ecologie au gouvernement, ses relations sont compliquées avec son ministre de tutelle, Jean-Louis Borloo, architecte avec elle du Grenelle de l'environnement. Elles se dégradent définitivement en avril 2008, lors du débat sur les OGM à l'Assemblée nationale. NKM se sent lâchée, face aux députés de la majorité, et reproche à Jean-Louis Borloo sa "lâcheté". Un écart de langage qui lui coûte son poste.

[2] (Thierry Mariani... Député qui s'est plus fait connaître par ces positions sécuritaires qu'écologiques... est nommé aux transports)